

Membre de la BRVM

CGF BOURSE

Société de gestion et d'Intermédiation agréée

LETTRE MENSUELLE

N° 73 - Octobre 2005

ANALYSE BOURSIÈRE

Un marché en hausse globale de près de 2%

La valeur du marché est en hausse avec des variations mensuelles de 2% pour la totalité des valeurs et de 3% pour les plus liquides. En effet, au 30 septembre 2005, la capitalisation boursière de l'ensemble du marché s'affiche à 1 100 milliards de Fcfa contre 1 082 milliards de Fcfa au 30 août 2005. Celle des sociétés composant le BRVM 10 s'affiche à 776 milliards de Fcfa. Les indices boursiers suivent la même tendance avec des hausses du même ordre pour s'afficher à 122,48 points pour le BRVM Composite et 95,62 points pour le BRVM 10.

Le marché des actions accuse une baisse tant en volume qu'en valeur. Aucune transaction de "blocs" n'a été enregistrée durant le mois de septembre. 23 115 actions ont été échangées pour une valeur globale de 965 millions de Fcfa. Le marché obligataire enregistre un volume de 3 776 obligations valorisées à 38 millions de Fcfa dont 2 500 obligations ONATEL 6,65% 2005-2011 échangées lors de la séance de négociation du 16 septembre 2005.

En terme de volume, le secteur des services publics domine largement avec un volume échangé de 15 133 actions. L'action SONATEL a été très active durant le mois. En effet, rien que lors des séances du 09 et du 29 septembre, des volumes respectifs de 5 000 et de 3 715 actions ont été enregistrés à 52 000 Fcfa soit, au total, 14 810 titres SONATEL durant le seul mois de septembre. Egalement, une transaction sur dossier portant sur 250 actions SONATEL a été effectuée le 06 septembre au cours de 50 000 Fcfa. Après une évolution en dents de scie, le cours de l'action SONATEL a clôturé le mois de septembre à 52 105 Fcfa, soit une hausse mensuelle de 4%.

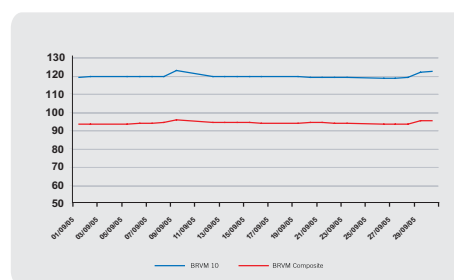
Le secteur « Finances » vient en seconde position avec un volume de négociation de 6 425 actions. Ce volume se répartit quasiment en totalité entre les valeurs SGB CI pour 3 333 titres et BOA Bénin pour 2 446 titres. La valeur SAFCA CI s'est distinguée avec la baisse de son cours de 9% à 29 000 Fcfa pour uniquement 8 actions échangées.

Le secteur agricole totalise un volume de 3 382 actions négociées avec une régularité du titre SAPH CI pour 67% du volume sectoriel. SICOR CI perd 12% de sa valeur à 4 995 Fcfa.

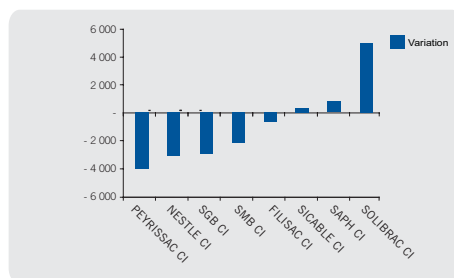
Le secteur industriel a enregistré un volume mensuel de 2 926 actions. Les variations les plus accentuées ont été constatées au niveau de ce secteur. Positivement, les titres SOLIBRA CI et SMB CI ont gagné respectivement 16 000 Fcfa et 9 000 Fcfa soient 8% et 31% de leurs cours en début de mois. L'action SMB CI a grimpé de manière fulgurante compte tenu de l'annonce des dividendes de 4 950 Fcfa par action, soit un rendement de 13% au cours actuel de 38 000 Fcfa. Toutefois, la rareté de l'offre explique le faible volume de 611 actions échangées durant le mois. Négativement, NESTLE CI perd 3 010 Fcfa à 50 990 Fcfa, soit une baisse de 5%.

Les secteurs « Distribution » et « Transport » ont totalisé respectivement 948 et 567 actions échangées durant le mois de septembre.

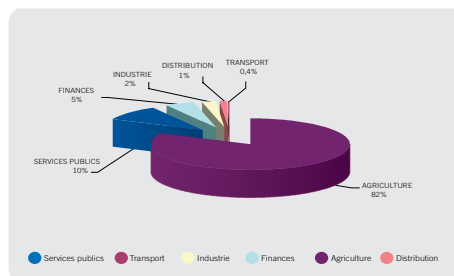
Evolution des indices



Plus fortes hausses / baisses



Volumes sectoriels



CGF BOURSE
Certifié ISO 9001 : 2000 par
BRVM
1^{ère} SGI Ouest africaine certifiée
ISO 9001 version 2000

THÈME DU MOIS

"L'Afrique ne dépendra pas éternellement de l'aide"

M. Donald Kaberuka, nouveau Président de la BAD

"La seule solution durable pour l'Afrique c'est de renforcer notre capacité à participer au commerce international, réduire les coûts et les risques associés aux affaires en Afrique, élargir nos marchés et attirer l'investissement privé". Tel est la conviction de M. Donald Kaberuka, le nouveau Président de la BAD, conviction réaffirmée lors de sa prestation de serment le 1^{er} septembre 2005 à Tunis. Revenant sur les réalisations de la BAD, Mr Kaberuka a rappelé, lors de cette cérémonie, les défis à relever par la Banque : "le renforcement de l'efficacité de notre institution, de sa capacité à apporter sa contribution à la lutte contre la pauvreté et la misère de notre peuple, la transformation de la situation économique de notre continent et de sa place dans les courants des échanges commerciaux et des flux d'investissement dans le monde, unique source de prospérité durable".

Le nouveau Président de la BAD partage la stratégie élaborée par la Banque sous la direction de M. Omar Kabbaj et de son équipe et basée sur une série de plans d'action visant à renforcer son efficacité. "Il convient, désormais, de mettre ces plans en œuvre, méthodiquement" souligne M. Kaberuka. "Il va sans dire qu'il s'agit de documents vivants qui doivent continuellement faire l'objet d'aménagements afin de répondre aux besoins et aux priorités sans cesse en évolution et s'adapter aux circonstances exogènes", prévient-il. M. Kaberuka considère "qu'aujourd'hui, il est généralement reconnu que le développement n'est possible que s'il y a une appropriation nationale des programmes et des stratégies". De même, il est évident que l'appui des partenaires extérieurs est encore plus efficace lorsqu'il est aligné sur les priorités nationales définies dans le cadre d'un partenariat stratégique. Le développement ne se limite pas simplement à l'apport de ressources additionnelles. "Il tient aussi à la qualité des ressources, aux coûts de transaction et à la cohérence globale de nos actions", affirme M. Kaberuka.

Le nouveau patron de la BAD est persuadé que la Banque doit "se positionner comme une organisation axée sur les résultats, afin de se rapprocher de ses clients et de renforcer ses capacités pour mieux comprendre la situation politique et économique des pays africains" car convaincu, déclare-t-il, que "c'est nous-mêmes, africains, qui développerons notre continent". Cela commence par la maîtrise de notre potentiel, l'identification de nos défis, le diagnostic de nos échecs et l'élaboration de la stratégie en vue de les surmonter, souligne M. Kaberuka.

Conscient de l'impact de la conjoncture extérieure marquée par la flambée du cours du pétrole, M. Kaberuka appelle l'ensemble des dirigeants africains et leurs partenaires à rechercher les voies et moyens pour aider notre continent à résister à ces chocs tout en procédant aux ajustements nécessaires.

M. Kaberuka entend consacrer une attention particulière aux pays à revenu intermédiaire en déterminant la meilleure manière dont la BAD peut satisfaire leurs besoins et leurs priorités. Il compte renforcer l'Union Africaine (UA) et déblayer le terrain pour que notre continent soit une destination sûre pour l'investissement et pour créer des économies au profit du plus grand nombre. "Il est évident que les efforts déployés afin de créer des conditions préalables et un environnement favorable au développement sont en train de donner des résultats assez satisfaisants partout en Afrique", rassure M. Kaberuka. Dans toutes les régions de notre continent, constate M. Kaberuka, "de nombreux pays sont engagés sur la voie de la bonne gouvernance et de la résolution des conflits. Ils ont jeté les bases d'une croissance économique soutenue et sont résolument décidés à s'approprier l'effort de développement".

Ancien ministre des Finances et de la Planification Economique du Rwanda, M. Kaberuka, 53 ans, avait été élu le 21 juillet dernier, pour un mandat de 5 ans, par le Conseil des Gouverneurs du Groupe de la Banque, au second tour d'un scrutin serré face au Nigérian Olabisi Ogunjobi, actuel vice-président de la BAD. Il devient le 7^{ème} Président élu du Groupe de la Banque Africaine de développement et succède au marocain Omar Kabbaj qui a dirigé la banque pendant dix ans.

Le groupe constitué de la BAD, du Fonds Africain de Développement (FAD) et du Fonds Spécial du Nigeria (FSN) a été créé en 1964 pour mobiliser des ressources et financer le développement économique et le progrès social en Afrique.

Son actionnariat est composé de 53 pays africains et de 24 pays membres non régionaux (pays de l'Union Européenne, Arabie Saoudite, Brésil, Canada, Chine, Etats-Unis, Inde et Japon). Le capital autorisé de la banque s'élève à environ 33 milliards de dollars. De 1967 à 2004, la BAD a approuvé des engagements de 60 milliards de dollars environ.

Début 2003, la BAD, qui emploie 1200 personnes, a délocalisé temporairement ses activités d'Abidjan à Tunis en raison de l'instabilité en Côte d'Ivoire.

LU POUR VOUS

Total se renforce dans la distribution en Afrique

Total a signé, le 5 septembre 2005, un accord pour l'acquisition des filiales de distribution de produits pétroliers de l'américain ExxonMobil dans quatorze pays d'Afrique. Cet accord porte sur des dépôts de carburants, lubrifiants, produits aviation et marine d'ExxonMobil situés au Tchad, à Djibouti, en Ethiopie, Erythrée, Ghana, Guinée Conakry, Libéria, Malawi, Maurice, Mozambique, Sierra Léone, Togo, Zambie et Zimbabwe.

Cette opération représente un réseau d'environ 500 stations-service et 29 terminaux et dépôts. "La transaction reste soumise à l'approbation des autorités compétentes de chaque pays et jusqu'à ce qu'une telle autorisation soit obtenue, les deux sociétés continueront de fonctionner indépendamment", a précisé la compagnie pétrolière française, qui "confirme sa volonté de renforcer sa présence et sa stratégie de développement en Afrique". Les activités raffinage et marketing du français en Afrique comprennent une participation dans sept raffineries, un réseau d'environ 3 300 stations-service ainsi que la vente de produits pétroliers.



Annonces

• Paiements d'intérêts

Nouvelle composition de l'indice BRVM 10 au 1 ^{er} octobre 2005	Sociétés sortant de l'indice	Sociétés entrant dans l'indice
SONATEL SN - BOA BN - SGB CI - SAPH CI - SOGB CI FILTISAC CI - SMB CI - UNILEVER CI - BICI CI - SITAB CI	CIE CI	SITAB CI

• Paiements annués :

BOAD :

- Le paiement des intérêts annuels et le remboursement partiel du capital de l'emprunt obligataire BOAD 6,3% 1999-2007 auront lieu le 27 octobre 2005.
- Les intérêts annuels de l'emprunt obligataire BOAD 5,35% 2004-2011 seront payés le 05 novembre 2005.

BOA BENIN :

Le paiement des intérêts annuels et le remboursement partiel du capital de l'emprunt obligataire BOA 6,6% 2001-2008 auront lieu le 30 octobre 2005.

• 1^{ère} cotation d'obligations

- La première cotation de l'emprunt obligataire Trésor Public de Côte d'Ivoire, dénommé "TPCI 6,5% 2005-2008", a eu lieu le mardi 11 octobre 2005. L'obligation TPCI 6,5% 2005-2008 a été cotée à 10 000 Fcfa, pied du coupon. 100 titres ont été échangés lors de la 1^{ère} séance de cotation pour une valeur de 1,05 millions de Fcfa. L'emprunt obligataire "Trésor Public de Côte d'Ivoire 6,5% 2005-2008" a porté sur un montant de 86 133 610 000 Fcfa et l'objectif est de financer des projets d'investissements publics.
- La première cotation de l'emprunt obligataire "Etat du Sénégal 5,5% 2005-2010" a eu lieu le vendredi 14 octobre 2005. Symbolisé par EOS.01 pour les transactions, l'obligation Etat du Sénégal 5,5% 2005-2010 a été cotée à 10 000 Fcfa, pied du coupon. 126 titres ont été échangés lors de la 1^{ère} journée de cotation, pour une valeur totale de 1,26 millions de Fcfa. L'emprunt obligataire "Etat du Sénégal 5,5% 2005-2010" a porté sur un montant de 45 milliards de Fcfa et l'objet est de financer une partie du Programme d'Amélioration de la Mobilité Urbaine (PAMU) de Dakar.

PRESENTATION DE SOCIETE

La SPCAR, une nouvelle vision de la coopération aérienne sous régionale

La Société de Promotion d'une Compagnie Aérienne Régionale (SPCAR) a été portée sur les fonds baptismaux au terme de la première Assemblée Générale des actionnaires et de la réunion du Conseil d'Administration, tenues à Ougadougou, le 15 septembre 2005, au siège de la Commission de l'UEMOA.

Selon M. Soumaïla Cissé, Président de la Commission, qui présidait la rencontre aux côtés de M. Charles Konnan Banny, Gouverneur de la BCEAO et M. Boni Yayi, Président de la BOAD, les objectifs de la SPCAR "rejoignent ceux du Programme Commun du Transport Aérien, du Programme Economique Régional (PER) et du Nouveau Partenariat pour le Développement en Afrique (NEPAD)".

M. Charles Konnan Banny considère que "la SPCAR est le symbole de la coopération aéronautique entre les institutions sous régionales et les investisseurs privés". Il a, par ailleurs, indiqué que "le prestige des membres présents lors de cette Assemblée et les attentes des populations de l'Afrique de l'Ouest condamnent les actionnaires de la SPCAR à réussir cette entreprise" qui projette une nouvelle vision de la coopération aérienne sous régionale renaissante sur les cendres de la défunte Air Afrique. En effet, l'ambition de la SPCAR est de combler le vide laissé par la disparition d'Air Afrique par une offre de services réguliers, compétitifs, sûrs et susceptibles de favoriser l'intégration régionale.

Le capital social de la SPCAR est fixé à 200 millions de Fcfa et trois catégories d'actionnaires y ont souscrit. Il s'agit des Organes de l'UEMOA (Commission, BCEAO, BOAD), de la CEDEAO à travers son secrétariat exécutif et des investisseurs privés. L'Assemblée a convenu de privilégier la participation des institutions bancaires (BIDC, BOAD) et des investisseurs privés

et les actions doivent être totalement libérées au plus tard le 30 septembre 2005.

L'Assemblée Générale de la SPCAR recommande principalement :

- La mise en place d'un Comité de pilotage chargé de superviser les études de faisabilité ;
- L'association la plus large possible de tous les Etats membres de la CEDEAO, notamment les pays anglophones ;
- La recherche d'autres investisseurs privés dans toute l'Afrique afin de donner à la SPCAR un caractère continental.



CGF Gestion,
1^{ère} société sénégalaise
de gestion d'actifs

CGF Gestion est une filiale de CGF Bourse

12, rue Saint-Michel, BP 11 516 Dakar
Tél : (221) 849 03 96 - Fax : (221) 823 38 99
E-mail : cgfbrvm@sentoo.sn

Vos contacts à CGF Bourse

Marketing & Communication	Oumar DEME	(221) 849 03 97
Emission et Conseil Financier	Paul LÔ	(221) 849 03 98
Marché des Capitaux	Marie Odile SENE KANTOUSSAN	(221) 849 03 90
Etudes, Recherche et Documentation	Théodora DE CARVALHO DJANIE	(221) 849 03 86
Clientèle Privé et Administration	Anta DIA	(221) 849 03 99
Marché Secondaire et Négociation	Ndèye Khady DIACK NDIR	(221) 849 03 88
Gestion des Actifs (CGF Gestion)	Mame Marie SOW SAKHO	(221) 849 03 96

12, rue Saint-Michel, BP 11 516 Dakar - Tél. : (221) 849 03 99 - Fax (221) 823 38 99
E-mail : cgfbrvm@sentoo.sn - Site web : www.cgfbourse.com